

Extrait du Spyworld Actu

<http://www.spyworld-actu.com/spip.php?article15007>

# "Il faut reconcevoir le marché européen de la défense"

- Défense - France -



Date de mise en ligne : dimanche 27 novembre 2011

---

Spyworld Actu

---

**Le secrétaire d'Etat allemand à la Défense Stéphane Beemelmans souhaite relancer la coopération dans le domaine de la défense entre la France et l'Allemagne. A commencer par les drones, qui ont divisé Paris et Berlin. Il plaide aujourd'hui pour un projet unique.**

### **La défense allemande participe-t-elle à la rigueur budgétaire ?**

Le ministère de la défense participe à l'effort de consolidation budgétaire comme prévu en 2010 au plus fort de la crise. Néanmoins, nous avons réussi à réduire de 4 milliards d'euros l'effort d'économie qui avait été initialement prévu de 8,5 milliards d'euros d'ici à la fin 2015. Cela signifie que le gouvernement nous a « rendu » un milliard d'euros par an dans le cadre de la restructuration de la Bundeswehr et donc que les économies réclamées à notre ministère ont été réduites de près de moitié. Cela nous aide beaucoup et je le perçois comme un élément positif.

### **Y voyez-vous le signe que le gouvernement fédéral veut « préserver » le budget de la défense ?**

Ce serait exagéré de l'affirmer, car nous continuons à participer à l'effort de consolidation. Néanmoins le gouvernement a pris conscience que la restructuration demandée exigeait un effort supplémentaire. Et je crois que la solution qui a été trouvée permettra que tout le monde en profite.

### **En quel sens ?**

Concrètement, le personnel civil en surplus dans notre ministère est transféré dans une section du budget spécifique, gérée par le ministère des Finances, concernant entre autres des responsabilités du gouvernement entier, tout en nous laissant les frais du personnel. Les administrations qui ont alors besoin de personnel doivent d'abord utiliser ces personnes. Leur salaire, pris en charge des 2012 par les Finances, est ensuite transféré au budget de l'administration concernée. Auparavant, on payait souvent deux fois les personnels, parce que les autres ministères ne voulaient pas de nos personnels et embauchaient de nouveaux effectifs. Cette fois, ils doivent utiliser nos personnels, ce qui est un succès. Nous comptons entre autres par ce moyen pouvoir ramener le nombre d'employés civils de 100.000 à 58.000 d'ici quatre ans.

### **Et pour le personnel militaire ?**

Nous souhaitons passer de 220.000 hommes actuellement à 185.000 hommes au plus au 1er janvier 2016. Il devrait y avoir 170.000 soldats d'active et entre 5.000 et 15.000 « volontaires » qui effectueront un service compris entre 6 et 23 mois. Pour cela, il faudra réduire le nombre de soldats d'active, sans doute de 6.000. Nous travaillons à un projet de loi pour prendre des mesures de préretraites. Notre priorité est de les faire passer néanmoins dans l'administration, de la Bundeswehr ou d'autres ministères. Nous agissons sans doute au cas par cas. La bonne situation du marché de l'emploi en Allemagne devrait nous aider à reclasser nombre de soldats, notamment ceux installés dans le sud de l'Allemagne, où les ingénieurs et les spécialistes de l'aéronautique sont très recherchés. Beaucoup de nos pilotes qui devront quitter l'armée parce qu'il y a moins d'avions à piloter pourront aussi rejoindre des compagnies comme Lufthansa ou Air Berlin.

### **Envisagez-vous des accords avec ces entreprises ?**

Il n'y aura pas d'accord global, parce que l'accord se fait avec nos employés. En revanche, si ceux-ci ont besoin d'une formation, par exemple pour permettre à un pilote militaire de devenir pilote civil, nous pouvons réfléchir à la payer. Mais nous ne subventionnerons pas les entreprises privées pour reclasser nos militaires.

### **La réduction du format de l'armée entraîne-t-elle une réduction des matériels employés dans l'armée ?**

Nous avons arrêté une liste des gros matériels (chars, avions, hélicoptères, navires etc.) dont il faut réduire le nombre. Nous l'avons fait en fonction des besoins de la Bundeswehr dans son nouveau format.

### **Concrètement ?**

Nous avons étudié quatre cas de figure. Premièrement, l'armée a actuellement trop de matériel par rapport à ses besoins. C'est le cas des chars de combat Leopard qui vont passer de 305 à 225 exemplaires dans l'armée. Nous réfléchissons à la vente de ces 80 chars Leopard, dont nous allons économiser la maintenance. Deuxièmement : nous avons commandé plus que ce dont nous avons besoin. Nous discutons avec les entreprises concernées pour réduire la commande. J'ai commencé ces discussions avec deux grosses entreprises cette semaine. C'est aussi le cas d'Eurocopter par exemple : nous allons passer de 120 hélicoptères de transport NH90 à 80 et de 80 hélicoptères de combat Tigre à 40. Troisièmement : nous n'avons pas passé de commande mais nous avons toujours dit que nous en passerions d'autres. C'est le cas du programme Eurofighter, qui a été divisé en tranches. Nous ne voulons plus de la tranche 3B dont la commande devait être passée ultérieurement. Enfin, quatrièmement : nous voulons commander de nouveaux matériels nécessaires à notre armée. C'est le cas de bâtiments BPC comme le Mistral que vous avez en France. Il existe une volonté politique de commander ce type de matériel en fonction de nos capacités budgétaires. Nous n'avons pas encore engagé de discussions avec les industriels là-dessus.

### **L'A400M ?**

Il n'y a pas de changement pour l'A400M. On en prend 53 exemplaires, on en gardera 40. Nous discutons avec Airbus Military pour savoir comment revendre les 13 en surplus.

### **Et le système de défense aérienne MEADS est-il abandonné ?**

C'est clair depuis le traité de coalition que nous finissons le développement de ce système avec nos partenaires, sans toutefois le procurer à l'avenir.

### **Quelles économies visez-vous ?**

Le ministre de la Défense a déjà fait deux réunions avec les industriels où il a posé les règles du jeu. A partir de cette semaine, je commence les négociations avec les industriels dans le but d'arriver à des accords avec chacune des entreprises concernées. Au total, nous allons analyser 800 contrats - petits et grands programmes -. Tant que les négociations ne sont pas achevées, je ne peux pas vous dire quelle sera le montant des économies. Si Eurocopter me dit que je peux avoir 80 NH90 pour le prix de 120, je leur dirai que je préfère 120. Et je revend les 40 que j'aurais en trop. Ce que nous voulons, c'est regagner de la flexibilité que nous n'avons pas sur les grands contrats, notamment dans le domaine aéronautique. Nous voulons gagner cette souplesse pour réinvestir dans de nouveaux matériels et maintenir un haut niveau de maintenance de ces matériels. Il ne s'agit donc pas d'une réduction de notre investissement, mais plutôt d'un recalibrage en fonction des nouveaux besoins de l'armée.

L'Allemagne semble encore, malgré sa puissance économique, en retrait sur le plan diplomatique et militaire. Est-elle

encore soumise au poids du passé ? Moins qu'un poids, c'est une leçon. L'Allemagne a vocation à ne pas faire la guerre. Si nous participons à un conflit, ce n'est jamais seuls, mais toujours dans un cadre collectif. C'est pourquoi nous n'agissons pas sans une légitimation que seules l'OTAN, l'ONU et l'Union européenne peuvent nous fournir. Ensuite, nous voulons décider de participer ou non aux opérations, justement en raison de notre réticence à participer à une guerre. Voilà pourquoi nous avons des réserves concernant l'emploi de la force militaire. Jusqu'en 1990, il était clair que s'il y avait un conflit en Europe, il convenait de se défendre et, dans ce cas, la participation avec tous les alliés allait de soi. Depuis que les risques d'un conflit sur notre sol sont quasiment réduits à néant et que l'on se découvre des enjeux stratégiques nouveaux, il faut redéfinir notre rôle à chaque fois. Cela est nouveau pour l'Allemagne qui, à la différence des autres grands pays, n'était pas, jusqu'ici concernée par les conflits hors de l'Europe. C'est pourquoi la réflexion est toujours forte en Allemagne sur l'emploi de la force militaire. D'autant que le Bundestag a toujours son mot à dire avant l'usage de cette force. C'est là une différence majeure avec la France.

**Néanmoins, dans le cas de la Libye, on a vu l'Europe agir de façon dispersée. On est encore loin d'une politique de défense européenne.**

Nous pouvons vouloir, nous devons vouloir et nous voulons une politique de défense européenne. La France a toujours affirmé qu'une telle politique n'excluait pas une politique propre. L'Allemagne a toujours cherché à s'inclure dans une logique multinationale. Passer par la politique de défense européenne ou passer par l'OTAN signifie qu'on accepte de se mettre d'accord au préalable. Il faut donc en passer par une culture du débat qui est peu compatible avec la rapidité. Faire l'unanimité est plus difficile qu'avant la chute du mur où, le jour du « grand soir », cette unanimité allait de soi. Il faut créer cette unanimité et c'est, au sein de l'Union européenne comme au sein de l'OTAN, délicat car les sensibilités sont différentes. Les enjeux stratégiques sont aussi beaucoup moins clairs aujourd'hui : certains peuvent être intéressés à certains enjeux, d'autres beaucoup moins.

**Comment concevez-vous la place de la politique européenne commune ?**

Comme complémentaire de celle de l'OTAN. Pas comme un contre-projet à l'OTAN. Vouloir contrecarrer l'OTAN par une politique européenne est inutile. L'exemple du Kosovo où l'on a vu les deux ensembles cohabiter difficilement montre que l'on y est voué à l'échec.

**Etes-vous favorable à un ministre européen de la défense ?**

Je ne vois franchement pas la plus-value pour le moment.

**Le couple franco-allemand est à l'arrêt dans la défense ?**

On pâtit encore aujourd'hui de programmes concurrents. On se retrouve en concurrence sur les mêmes marchés à l'image des avions de chasse et des frégates. Il faut un tournant. De la concurrence sur des programmes du passé, nous devons passer à des projets communs pour le futur.

**Et précisément ?**

Le drone par exemple. Les projets à l'étude en France et en Allemagne restent un clivage du passé. Et je le dis clairement en France et en Allemagne à nos industriels. Je ne crois pas à deux projets de cette envergure au niveau européen. Et j'ai dû mal à croire qu'il y ait une volonté politique pour réaliser ces deux projets concurrentiels. Il y a assez de volonté pour pouvoir faire un projet commun. J'y travaille pour aboutir mais de façon humble. Tout simplement je ne vois pas où serait le sens d'avoir deux matériels différents en raison des questions d'interopérabilité

## "Il faut reconcevoir le marché européen de la défense"

---

de prix, d'entretien, d'emploi, sans parler des questions budgétaires. Je souhaiterais que l'on arrive à une nouvelle conception et à une autre vision d'un marché européen de la défense.

*Post-scriptum :*

<http://www.latribune.fr/entreprises...>